



Présentation de la démarche

A la suite d'une étude exploratoire, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), la MOT et la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) ont organisé le premier séminaire européen consacré à l'observation des territoires transfrontaliers, le 10 décembre 2012 à Nancy. L'objectif était de présenter le travail mené et de mettre en avant le rôle de l'observation dans le cadre des politiques d'aménagement des territoires transfrontaliers.

En organisant le débat autour des attentes des acteurs locaux, il a constitué un temps d'échanges sur le rôle des pouvoirs publics (Etats, instituts statistiques, institutions européennes) dans ce domaine.

Il s'est conclu par un accord entre les Etats représentés affirmant la nécessité de coordonner les démarches d'observation statistique des territoires frontaliers.

Plus d'information :

<http://www.espaces-transfrontaliers.org/activites-europeennes/comite-strategique-transfrontalier/>

Contact MOT :

Jean Rubio,
Chargé de mission Etudes
transfrontalières et
Développement européen
+33 (0)1 55 80 56 91

L'émergence d'une coordination entre les Etats

Suite à ces échanges, les Etats (France + pays voisins), conscients de l'impossibilité d'une harmonisation totale des données transfrontalières, ont convenu de privilégier un processus d'amélioration et d'enrichissement progressif et pragmatique du référentiel de données et d'indicateurs, qui permettra, à terme, de connaître plus précisément le contexte transfrontalier.

Le Comité Stratégique Transfrontalier (CST)

Ainsi, pour aller plus loin et poser les jalons d'une véritable observation transfrontalière à un niveau européen, ces Etats ont mis en place un comité stratégique transfrontalier composé des représentants des ministères en charge de l'aménagement du territoire en France et dans les pays voisins. Son rôle est d'impulser et de coordonner un programme de travail pluriannuel, de proposer et d'analyser, avec le soutien d'un groupe de travail technique, des thématiques prioritaires pour la cohésion territoriale européenne et notamment des territoires transfrontaliers afin d'identifier les sources et de collecter les données. D'autres partenaires européens prennent part à ces travaux comme les Pays-Bas, la Commission européenne ou le programme Interact. La MOT assure le secrétariat du CST. La dernière réunion du CST a eu lieu le 15 avril 2016.

Le Groupe de Travail Technique (GTT)

Le comité stratégique transfrontalier s'appuie sur un groupe de travail technique qui réunit les représentants d'instituts statistiques nationaux et régionaux, de services ministériels ou d'opérateurs experts intéressés par la démarche. Son rôle est de préciser la commande issue de la réflexion du comité stratégique, définir les conditions de « réalisation technique » et valider les résultats des travaux avant de les soumettre au Comité stratégique. Le bureau de l'observation des territoires du CGET assure le secrétariat du GTT, avec l'appui de la MOT. L'une des contributions du GTT a été la réalisation d'une carte européenne illustrant la disponibilité des données de flux de travailleurs transfrontaliers. Ces travaux ont été présentés lors d'un atelier sur les obstacles à la coopération transfrontalière le 19 mai 2015 à Luxembourg dans le cadre de la préparation de la présidence de l'Union européenne du Grand-Duché (2^{ème} semestre 2015).

Perspectives du CST

Appel à projet de la DG REGIO sur l'observation transfrontalière

L'appel à projet que la DG REGIO s'apprête à lancer sera ouvert aux instituts statistiques et à des partenaires associés (milieu académique). L'étude doit permettre de mieux exploiter les différentes sources relatives aux données sur l'emploi : Labour Force Survey), données administratives et données des téléphones mobiles (mobile data phone). Dans la problématique transfrontalière, il s'agit de voir ce qui est peu utilisé et ce qui doit être utilisé. L'idée de l'appel à projet est de réaliser un état des lieux, de montrer les données mobilisables tout de suite et celles qui le seront après un travail plus long. Partenariat possible : entre 4 et 8 instituts statistiques : FR (INSEE), LU (STATEC), NL (CBS), DE (Destatis ou Länder), CH, IT. Le CGET, le BBSR et la MOT peuvent compléter le groupement.

Perspective d'un projet ESPON sur l'observation des prix du foncier et de l'immobilier

Le prochain appel à projet (analyses ciblées sur les demandes des utilisateurs) est prévu pour fin 2016. Il serait intéressant d'explorer la problématique foncière et immobilière dans les régions transfrontalières. Le différentiel de prix est une des causes de la mobilité frontalière. Le Ministère de l'Équipement avait commandé il y a 10 ans des études à la MOT sur le foncier et sur l'immobilier (Bâle, Genève, Catalogne, Pays Basque). On retrouve la problématique des données, de la production du logement (dont social). Par ailleurs, une étude transmanche, réalisée par la MOT sur la mise en place d'un TER entre le Royaume-Uni et la France, avait abordé ces questions. Pour ce projet, les porteurs du projet pourraient être les administrations nationales (CGET, Ministère fédéral, MDDI Luxembourg, ARE : Politique d'agglomération suisse).

La MOT fera une première proposition de projet courant mai, et la soumettra aux membres du CST.